



Communauté de Communes des Hauts du Val de Saône

REGLEMENT D'APPLICATION LOCAL PACTE REGIONAL AVEC LES TERRITOIRES POUR L'ECONOMIE DE PROXIMITE FONDS REGIONAL DES TERRITOIRES

VU le Règlement Général d'Exemption par Catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU le Régime cadre exempté n° SA 39252 relatif aux Aides à Finalité Régionale pour la période 2014-2020 ;

VU le Régime cadre exempté n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 ;

VU le Régime d'aides exempté n° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020 ;

VU la convention signée entre la Région Bourgogne-Franche-Comté et la Communauté de Communes des Hauts du Val de Saône;

VU le règlement d'intervention 40.12 de la Région Bourgogne-Franche-Comté ;

VU la délibération n° 42.2020 du Conseil Communautaire en date du 24 septembre 2020;

VU la délibération n° 59.2020 du Conseil Communautaire en date du 10 décembre 2020 ;

1. EXPOSE DES MOTIFS

Les très petites entreprises de Bourgogne-Franche-Comté, colonne vertébrale de l'économie de proximité, sont particulièrement impactées par la crise liée à la COVID-19.

Dans ce contexte la Région, en complément des mesures prises par l'Etat, intervient de façon immédiate et massive pour soutenir les très petites entreprises rencontrant des difficultés conjoncturelles liées à une perte de chiffre d'affaires. Soutenir l'économie de proximité au plus près des territoires, notamment en déléguant la gestion des aides aux EPCI, permet d'aller au plus près des besoins de ces entreprises.

La Communauté de Communes des Hauts de Val de Saône s'est pleinement inscrite dans la démarche de la Région de soutien aux TPE du territoire.

2. DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION

2.1. OBJECTIFS

Suite à la crise liée à la COVID 19, l'économie de proximité doit être accompagnée au plus près du territoire. Afin de permettre la reprise de l'activité, il est proposé de soutenir la pérennité et la transition des entreprises de l'économie de proximité

2.2. OBJET

Soutenir les dépenses d'investissement des entreprises.

Soutenir la trésorerie des entreprises impactées par la Covid-19, prioritairement les entreprises ayant fait l'objet d'une fermeture administrative

2.3. NATURE

Subvention

2.4. DUREE

Le dispositif est actif à compter du 10 décembre 2020 et jusqu'au 31 décembre 2021.

3. MONTANT ET FINANCEMENT

Les aides sont attribuées dans la limite des budgets inscrits dans la convention et votés par les assemblées délibérantes de la Région et de la Communauté de Communes et sous réserve des plafonds des régimes d'aide communautaires applicables.

Il est possible de cumuler les aides au titre du présent règlement avec les différents dispositifs nationaux (fonds de solidarité national) et régionaux (Fonds d'urgence au secteur horticole, fonds d'urgence à l'hébergement touristique, fonds de solidarité territorial,...) sous réserve des régimes d'aide applicables et dans le respect des plafonds d'intervention de ces régimes.

Dans le cadre du dispositif « aide à la trésorerie », l'aide pourra être versée dans la limite de la perte du chiffre d'affaires n'ayant pas été compensée par le fonds de solidarité national (à cet effet, il conviendra pour l'entreprise qui en fait la demande de d'apporter la preuve d'avoir bénéficié ou non du fonds de solidarité national afin de pouvoir déterminer l'assiette éligible du FRT). Les entreprises éligibles à ce volet sont prioritairement celles qui ont fait l'objet d'une fermeture administrative.

Les demandes d'aides sur le dispositif « aide à la trésorerie » seront étudiées en COPIL.

Le montant de l'aide au titre du présent règlement est de maximum 10 000 €.

3.1. DEPENSES ELIGIBLES :

Le programme d'investissement retenu devra être accompagné d'au moins un des engagements du porteur de projet dans les domaines suivants :

- **la rénovation des vitrines,**
 - Les investissements concernant la partie extérieure de la vitrine commerciale et la façade du rez-de-chaussée commercial (réhabilitation, modernisation, agrandissement, menuiseries, peinture, stores-banne, agencement extérieur, vitrage, éclairage, signalétique...),
 - Les enseignes commerciales,
 - Les investissements concernant la partie intérieure de la vitrine, à condition qu'ils soient immobiliers par nature et induits par les travaux de la vitrine.
- **l'accessibilité des locaux à tous les publics**
 - Les aménagements destinés à faciliter l'accessibilité des entreprises aux personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite, y compris le mobilier adapté (comptoir...)
- **les équipements dédiés à la sécurisation des locaux contre les effractions**
 - Les investissements concernant la sécurisation du local d'activités, de la façade et de la vitrine.
- **les investissements liés à la modernisation des locaux d'activité et des équipements professionnels**
 - Les travaux de second œuvre et investissement relatifs à l'agencement intérieur des magasins (aménagement du point de vente), des laboratoires et autres locaux non publics, où s'exerce l'activité professionnelle,
 - Le mobilier immobilier par destination,
 - Les équipements destinés à accompagner l'adaptation des entreprises aux nouveaux comportements des consommateurs et aux opportunités du e-commerce,
 - Le matériel informatique et logiciels nécessaires à l'activité, y compris les équipements de caisse,
 - En ce qui concerne les travaux de modernisation liés à l'outil de production, seuls sont éligibles :
 - les investissements de contrainte (induits par l'application de normes) s'ils s'inscrivent dans un projet global de développement ;
 - les investissements de capacité, c'est à dire ceux qui permettent de satisfaire une clientèle plus nombreuse ;
 - les investissements de productivité, c'est à dire ceux qui permettent à l'entreprise d'accroître sa rentabilité et son efficacité (accès à de nouveaux marchés, saut technologique, diversification de l'activité, ...).
 - Les véhicules

Le matériel d'occasion est éligible sous réserve de la production de l'acte authentifiant la vente et d'une attestation du vendeur selon laquelle le matériel n'a pas été subventionné à l'origine. Cette disposition s'applique également dans le cas d'acquisition de véhicules d'occasion.

3.2. DEPENSES INELIGIBLES – SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT :

- Le simple renouvellement d'équipements obsolètes ou amortis, sauf dans le cas où cette opération aurait pour effet de contribuer au maintien de la dernière activité ou du dernier service de proximité en zone rurale,
- Le simple mobilier (les tables, les chaises, ...),
- Le petit matériel (de montant inférieur à 500 € HT),
- Le coût de la main-d'œuvre relative aux travaux réalisés par l'entreprise pour elle-même,
- Les acquisitions réalisées en location par option d'achat (crédit-bail, leasing ...),
- L'acquisition d'un fonds de commerce, d'un local commercial ou d'un terrain pour construire des locaux d'activité,
- Les dépenses de construction, de gros œuvre (y compris les charpentes et couvertures),
- Les dépenses directement liées à un usage résidentiel.

3.3. TAUX ET MONTANTS DES AIDES – SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT

Dépense éligible	Assiette éligible	Taux d'aide	Plafond de subvention
Investissement (hors véhicule)	3 000 € à 25 000 €	40%	10 000 €
Véhicule (hors aménagement)	5 000 à 30 000 €	15%	4 500 €
Aménagement de véhicule	1 000 à 10 000 €	40%	4 000 €

3.4. DUREE DE VALIDITE DE L'AIDE – SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT

L'aide octroyée dans le cadre de ce fonds est valable pour une durée de 1 an suivant la date de la notification de subvention.

Passé ce délai, toute demande de paiement sera rejetée et la subvention ou le solde de celle-ci sera perdu.

Dans tous les cas, les opérations devront être clôturées avant le 1^{er} juillet 2022. Plus aucun paiement ne sera effectué après cette date.

4. BENEFICIAIRES - ENTREPRISES ELIGIBLES

Pour prétendre à une aide de la Communauté de communes, le bénéficiaire doit :

- Etre une PME au sens communautaire ayant son siège sur le territoire de la Communauté de Communes des Hauts du Val de Saône, et dont l'effectif est compris entre 0 et 10 salariés inclus en Equivalent Temps Plein. Sont considérés comme salariés les personnes ayant un contrat à durée déterminée ou indéterminée. Ne sont pas comptés dans l'effectif salarié : dirigeant « assimilé salarié », un dirigeant majoritaire, un apprenti, un conjoint collaborateur.
- Être inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés et/ou au Répertoire des Métiers
- Justifier que l'activité concernée par l'investissement faisant l'objet de la demande d'aide est située sur le territoire intercommunal.

Sont exclues les SCI, les entreprises en cours de liquidation, les professions libérales dites réglementées et les entreprises industrielles.

5. CRITERES D'ELIGIBILITE

Projets ayant pour objet de favoriser :

- La pérennité des entreprises de l'économie de proximité sur le territoire
- La réorganisation suite à la crise des modes de production, d'échanges et des usages numériques
- La valorisation des productions locales et savoir-faire locaux
- La construction d'une économie locale durable, résiliente et vertueuse
- L'adaptation et l'atténuation au changement climatique

6. PROCEDURE

Le dépôt de demande complète d'aide devra comporter les éléments suivants préalablement à tout commencement d'exécution :

- Lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée ;
- Liste des dirigeants ;
- Extrait k-bis, registre du commerce, registre des métiers ou avis INSEE ;
- Relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal ;
- Document descriptif et plan de financement équilibré en dépenses et en recettes de l'opération envisagée, accompagné éventuellement de devis, et d'un échéancier prévisionnel de réalisation ;
- Liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années ;
- Bilans, compte de résultat et annexes et liasses fiscales des trois derniers exercices clos ;
- Attestation sur l'honneur précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale.
- Fonctionnement : attestation sur l'honneur de fermeture administrative et / ou perte de chiffres d'affaires et attestation précisant avoir bénéficié ou non du fonds de solidarité national afin de pouvoir déterminer l'assiette éligible du FRT.

Pour être recevable, le dossier de demande de subvention doit être déposé complet.

La date de début d'éligibilité des dépenses est fixée par l'accusé de réception de dossier complet délivré par la collectivité. L'accusé de réception ne vaut pas accord de subvention.

Les dossiers pourront être pris en charge jusqu'au 31 décembre 2021. Les dépenses devront être réalisées en dernier recours avant le 1^{er} juillet 2022.

7. MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION

Après analyse de la demande de subvention par le comité d'engagement, celui-ci attribue l'aide à l'entreprise dont le montant sera fonction du projet.

Une notification de subvention sera adressée à l'entreprise. Sa date lance le délai de réalisation de l'opération (cf.3.4).

8. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

L'aide est versée en une seule fois après la réalisation du projet, sur présentation des justificatifs (factures de l'investissement matériel, ...).

Si le projet est financièrement moins élevé que prévu, le montant de la subvention est diminué proportionnellement.

9. ENGAGEMENT DE L'ENTREPRISE AIDEE

L'entreprise bénéficiaire de l'aide s'engage :

- à respecter l'ensemble de la réglementation en vigueur (fiscale, sociale, droit du travail, ...),
- à maintenir son activité sur le territoire de la Communauté de Communes des Hauts du Val de Saône pendant 5 ans pour exercer l'activité,
- à mentionner le concours financier de la Communauté de Communes des Hauts du Val de Saône à cette opération et à apposer le logo type sur tous supports de communication,
- à faire connaître à la Communauté de Communes des Hauts du Val de Saône les autres financements publics dont il dispose.

La Communauté de Communes des Hauts du Val de Saône pourra communiquer, par tout biais qu'elle jugera utile, sur l'entreprise bénéficiaire et sur l'aide attribuée (site internet, bulletin d'information de la CCHVS, presse...).

En cas de départ du périmètre communautaire ou de changement d'usage du bien, dans un délai de 5 ans à compter de la date d'attribution de l'aide, le bénéficiaire, s'engage à reverser la totalité de l'aide à la Communauté de communes.

La Communauté de Communes des Hauts du Val de Saône peut être amenée à réaliser ou à diligenter tout contrôle qu'elle jugera utile pour veiller au respect du présent règlement.

10. CONTACT ET RENSEIGNEMENTS

Les renseignements peuvent être demandés à :

CCHVS – Service développement économique

03.84.77.73.74 – magali.rouget@cchvs.fr